

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat
à la Convention

Objet : **Fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant la vie
 démocratique de l'Union :**
 - **Projets d'articles relatifs à la Partie I de la Constitution, Titre VI
 (articles 33 à 37)**

Les membres trouveront en annexe la fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant la vie démocratique de l'Union : projets d'articles relatifs à la Partie I de la Constitution, Titre VI (articles 33 à 37).

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS CONCERNANT
LA VIE DEMOCRATIQUE DE L'UNION
PARTIE I DE LA CONSTITUTION, TITRE VI
PROJETS D'ARTICLES 33 A 37

I. ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR THÈME - RÉSUMÉ

1. Les membres de la Convention ont présenté au total 235 amendements au projet d'articles du titre VI, la Vie démocratique de l'Union, dont 5 amendements d'ordre général, 30 concernant l'article 33, 50 concernant l'article 34, 25 concernant l'article 35, 30 concernant l'article 35 bis, 40 concernant l'article 36, 22 concernant l'article 36 bis, et 33 concernant l'article 37.
2. Les amendements présentés aux articles 33-37 portent sur des aspects très divers de la vie démocratique de l'Union, et il n'est pas dans tous les cas aisé de les regrouper sous des thèmes. Quelques amendements plus significatifs se dégagent cependant :
 - Article 33, Principe d'égalité démocratique : Les amendements les plus significatifs portent sur la suppression de l'article ou sur l'introduction de la notion « d'égalité des États membres » qui s'ajouterait à celle des citoyens.
 - Article 34, Principe d'une démocratie participative : Un certain nombre de Conventionnels proposent que la référence aux « citoyens » soit remplacée par « citoyens de l'Union ». D'autres amendements significatifs portent sur l'inclusion des références à la démocratie représentative, la description de la manière dont les citoyens peuvent participer à la vie démocratique de l'Union, et la définition de la société civile (avec plusieurs demandes de précisions ou d'ajouts, par exemple concernant les partenaires sociaux et le dialogue social ou le dialogue avec les associations qui représentent les autorités régionales ou locales).
 - Article 35, Le médiateur européen : Le plus grand nombre d'amendements portent sur la nomination du Médiateur, et plusieurs demandent à ce qu'il soit indiqué qu'il est nommé par le Parlement européen.

- Article 35 bis, Les partis politiques au niveau européen : Un certain nombre de Conventionnels souhaitent que l'article 191 TCE soit reproduit entièrement ou que des éléments de cet article soient ajoutés. D'autres proposent de remplacer le texte par une base juridique pour l'établissement des partis politiques européens.
 - Article 36, Transparence des travaux des institutions de l'Union : Les amendements les plus significatifs en nombre sont ceux qui portent sur la notion de «transparence», la description des travaux du Conseil qui seront publics, la description de ceux qui sont couverts par le droit d'accès aux documents, la référence aux institutions, agences et organes, la fixation d'un délai pour l'adoption des dispositions spécifiques concernant l'accès aux documents, et la suppression de l'emploi de la forme féminine de «citoyen» (car elle se traduit mal dans certaines langues).
 - L'article 36 bis, Protection des données à caractère personnel : Plusieurs Conventionnels proposent la suppression du premier paragraphe, jugeant superflu le dédoublement avec la Charte des droits fondamentaux.
 - L'article 37, Statut des églises et des organisations non confessionnelles : Le Secrétariat a reçu plusieurs propositions de suppression de l'article dans sa totalité. Les propositions allant dans ce sens précisent le plus souvent que le contenu et le statut de la déclaration 11 du traité d'Amsterdam seraient conservés.
3. Certains proposent que soient ajoutés à ce titre des articles concernant «des initiatives citoyennes de législation», «le droit de pétition», «le référendum européen», «le dialogue social» et «le rôle des partenaires sociaux dans la définition de la dimension sociale de l'Union», «le pluralisme médiatique», «les principes de bonne administration», et «le dialogue avec les régions et collectivités locales».
 4. Un certain nombre d'amendements évoquent la duplication des articles dans ce titre avec des articles de la Charte des droits fondamentaux et certains Conventionnels doutent du bien fondé d'une telle duplication.

5. Quelques amendements spécifiques ont été présentés concernant le titre en tant que tel :
- Changer l'intitulé du titre : « La vie démocratique de l'Union et principes de bonne gouvernance » (*No 1/de Vries et de Bruijn*) ; « La vie démocratique de la Communauté »(*No 3/Kirkhope*) « La démocratie participative »(*No 5/Sigmund, Briesch et Frerichs*),
 - supprimer le titre et l'insertion des articles 34-36bis dans d'autres titres (*No 2/Duff and 18 cosignataires*),
 - fusionner le titre avec les articles concernant les valeurs, objectifs et droits fondamentaux de l'Union, et, si l'intention du titre VI est de mettre en œuvre certains des droits fondamentaux énoncés dans la Charte des droits fondamentaux, introduire d'autres droits fondamentaux qui ne sont pas couverts par le projet d'articles ainsi qu'un mécanisme ou organe de supervision (*No 4/Kohout*).

ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR ARTICLE

Article 33 : Principe d'égalité démocratique

Le fonctionnement de l'Union est fondé sur le principe d'égalité des citoyens. Ceux-ci bénéficient d'une égale attention de la part des institutions de l'Union.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Remarques générales :

L'article 33 a fait l'objet de peu d'amendements de fond, rédactionnels pour la plupart. Quelques propositions de refonte ou de fusion des articles 33 et 34 ont été avancées. Les amendements les plus significatifs portent sur la suppression de l'article 33 ou sur l'introduction de la notion "d'égalité des États membres" qui s'ajouterait à celle des citoyens.

- Suppression de l'ensemble de l'article 33 notamment au motif qu'il fait double emploi avec les dispositions de la Charte (No 6/Duff + 22, No 9/ Fischer, No 10/Haenel et Badinter, No 14/Hübner, No 21/Queiro, No 22/Roche, No 29/Wuermeling).
- Préciser que le principe d'égalité couvre également "l'égalité entre les États membres" (No 7/Farnleitner + 3, No 23/Rupel + 1, No 26/Tiilikainen + 4).
- Réécriture de l'article 33 afin d'introduire que la démocratie européenne s'appuie sur cinq niveaux : "la liberté des individus, l'autonomie des villes et municipalités, l'autonomie des régions, la souveraineté des États membre et l'Union commune" (No 28/Voggenhuber, MacCormick, Lichtenberger).
- Préciser que les citoyens visés à l'article 33 sont les citoyens de "l'Union européenne" / "des États membres" / "ses" citoyens, (No 12/Heathcoat-Amory et Bonde, No 11/Hain).
- Les termes "égale attention" dans la seconde phrase sont parfois remplacés par d'autres rédactions comme "les citoyens bénéficient des mêmes droits" (No 19/Muscardini).
- Suppression de la mention "reçoivent même égale attention de la part des institutions de l'Union" (No 5/de Vries et de Bruijn, No 8/Fini, No 15/Jacobs, No 17/ Lopes et Lobo Antunes, No 18/Meyer).
- Revoir la rédaction de l'article 33 afin de ne pas donner l'impression que le "principe d'égalité des citoyens" est le seul à régir le fonctionnement de l'Union (No 2/Attalides).
- Préciser que le principe d'égalité doit être respecté "par toutes les institutions de l'Union" (No 3/Azevedo et Nazaré Pereira).
- Élargir le champ au-delà des "citoyens" aux "personnes résidant légalement dans un État membre" (No 27/Timmermans).
- Refonte de l'article 33 afin de lui substituer une disposition mettant en place un "Congrès réunissant des représentants des Parlements nationaux et du Parlement européen" (No 30/de Villepin).

Amendements rédactionnels :

➤ *No 13/Hjelm-Wallen + 4, No 20/Oleksy, No 24/Santer + 4.*

Article 34 : Principe d'une démocratie participative.

- 1. *Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union.***
- 2. *Les institutions de l'Union donnent, par les voies appropriées, aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions sur tous les domaines d'action de l'Union.***
- 3. *Les institutions de l'Union entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.***

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Proposition de changer le titre de l'article en « Démocratie européenne » (No 7/Duff + 22 , No 8/Dybckaer), ou « le dialogue civil » (No 32/Sigmund, Briesch et Frerichs), ou de modifier la traduction du titre en anglais pour « the principle of democratic involvement » (No 23/Lennmarker).
- Proposition de supprimer les paragraphes du projet pour les remplacer par un paragraphe unique selon lequel le principe de l'Union sera la prise des décisions et l'exercice des pouvoirs au niveau le plus bas, quand possible, et que ceci entamera une restitution des pouvoirs aux parlements nationaux quand nécessaire (No 15/Heathcoat-Amory et Bonde).
- Fusion des paragraphes 2 et 3 (No 28/Palacio).
- Remplacer les références à «l'Union par des références à la Communauté (No 21/Kirkhope).

Paragraphe 1.

Référence aux citoyens :

- Modifier la référence aux citoyens, en indiquant qu'il s'agit des « citoyens de l'Union, organisés ou pas » (No 6/de Vries et de Bruijn), ou simplement « citoyens de l'Union » (No 10/Farnleitner, Tusek, Bösch et Mainoni, No 11/Muscardini, No 14/Hain, No 17/Hololei), ou en remplaçant citoyen par « personne » (No 35/Voggenhuber et 4).

Démocratie participative et démocratie représentative :

- Remplacer le texte du paragraphe par un texte qui encourage les citoyens de participer dans la vie démocratique de l'Union et qui précise qu'ils sont directement représentés au Parlement européen, et que les gouvernements de États membres sont représentés au Conseil européen et au Conseil et responsables devant les parlements nationaux (No 7/Duff + 22, No 8/Dybckaer), ou un texte qui spécifie que les citoyens participent à la vie démocratique de l'Union notamment à travers les élections européennes et des référendums européens (No 19/Kaufmann).

- Ajouter que la démocratie participative sera respectée au niveau de l'Union et de l'état, ainsi qu'au niveau régional et local (No 16/Hjelm-Wallén + 4).

Autres thèmes :

- Ajouter qu'un accès libre à la législation et la prise de décision sera disponible sur l'internet (No 3/Bonde et Zahradil).
- Ajouter que chaque action de l'Union émane des citoyens et des États membres (No 12/Fischer).
- Ajouter une réserve selon lequel ce droit des citoyens doit être conforme au droit correspondant dans l'État membre concerné (No 21/Kirkhope).
- Remplacer le paragraphe par un texte concernant les principes de dialogue et de respect mutuel dans les relations entre les institutions de l'Union et des organisations représentatives des divers intérêts de caractère économique, social, culturel ou religieux (No 29/Queiró).
- Remplacer le paragraphe par un texte selon lequel les institutions de l'Union assurent la transparence et mettent en œuvre des procédures d'information, d'audition et de consultation (No 32/Sigmund, Briesch et Frerichs).
- Ajouter que l'Union reconnaît que la liberté de l'information et la citoyenneté active sont fondamentales pour la légitimité démocratique de ses décisions et actions, et que les décisions sont prises de la manière la plus ouverte et la plus près des citoyens possible (No 35/Voggenhuber + 4).
- Ajouter qu'à côté du droit des citoyens de participer à la vie démocratique de l'Union, ils ont aussi le droit de participer au processus de prise de décision (No 49/Filibeck).

Paragraphe 2.

Prise des décisions près des citoyens :

- Ajouter que les décisions seront prises de la manière la plus ouverte possible et le plus près possible des citoyens (No 7/Duff + 22, No 8/Dybkaer).

Acteurs :

- Ajouter que des lobbyistes ont accès aux institutions de l'Union du moment où ils sont publiquement inscrits (« publicly registered ») et qu'ils déclarent leur source de revenu (No 3/Bonde et Zahradil).
- Ajouter une référence aux partenaires sociaux (No 12/Fischer).
- Ajouter des références spécifiques à la société civile, les acteurs régionaux et locaux (No 20/Kiljunen) ou à la « société civile » (No 38/Timmermans).
- Ajouter une référence aux « citoyennes »/forme féminine des citoyens (*ndlr : la forme féminine se traduit mal dans plusieurs des langues officielles de l'Union*) (No 19/Kaufmann).

- Ajouter une référence aux « personnes résidant dans un État membre » et ajouter que l'Union encourage la participation des ses citoyens dans des associations démocratiques (No 27/Paciotti, No 34/Van Lancker + 10 y compris Paciotti). Ajouter une référence aux « personnes physiques ou morales résidant dans un État membre » (No 38/Timmermans).

Associations :

- Spécifier qu'il s'agit des associations reconnues au niveau national et européen, que les voies sont définies et qu'il s'agit des opinions sur les actions de l'Union dans les domaines de ses compétences (No 25/Muscardini).
- Supprimer la référence aux associations représentatives (No 16/Hjelm-Wallén et 4) ou seulement le mot « représentatives » (No 36/Wuermeling). Supprimer les mots « par les voies appropriées » (No 22/Kohout, No 24/Migaš).

Dialogue, consultation, échanges d'informations et d'expériences :

- Remplacer le paragraphe par un texte selon lequel les institutions organiseront des consultations publiques et d'autres formes de dialogue concernant des initiatives législatives, sauf dans des cas d'urgence (No 29/Queiró)
- Remplacer le paragraphe par un texte selon lequel l'Union facilite et garantit un dialogue (structuré et régulier) avec les associations représentatives de la société civile (No 32/Sigmund, Briesch et Frerichs), ou par un texte selon lequel les institutions de l'Union « prendront les mesures appropriées pour faciliter l'expression des opinions et de l'expertise à travers des organisations non-gouvernementales sur tous les domaines d'action de l'Union » (No 49/Filibeck). Reformuler le paragraphe en remplaçant les mots « associations représentatives » par « la société civile, notamment dans le cadre des associations » et « de faire connaître » par « la possibilité d'être informés sur la vie démocratique de l'Union » et compléter « opinions » par « et, le cas échéant, leurs expertises » (No 50/de Villepin).
- Spécifier que les citoyens et les associations auront la possibilité de participer au processus de décision à travers des votes par référendum concernant la législation européenne et des référendums populaires (No 35/Voggenhuber et 4).
- Remplacer le paragraphe avec un texte concernant la promotion de la citoyenneté active, la reconnaissance de la contribution de la société civile organisée, et l'encouragement de la participation des citoyens dans des associations démocratiques (No 37/Gabaglio).

Suppression :

- Supprimer le paragraphe (pour des raisons de manque de clarté concernant des implications suivant une interprétation possible de la Cour, No 6/de Vries et de Bruijn).

Paragraphe 3.

Société civile :

- Amender le texte pour dire « associations représentatives de la société civile » (No 1/Azevedo et Pereira). Supprimer la référence aux associations représentatives, mentionner « société civile organisée » (No 18/Jacobs). Changer l'ordre du texte pour dire « société civile, notamment les associations représentatives » (No 36/Wuermeling). Remplacer « associations représentatives » par « la société civile à travers la consultation avec les organisations représentatives et les partenaires sociaux » (No 49/Filibeck).
- Ajouter « et citoyens de l'Union, organisés ou pas » (No 6/de Vries et de Bruijn).

Partenaires sociaux, dialogue social :

- Ajouter « les partenaires sociaux » (No 7/Duff + 22, No 8/Dybkaer, No 35/Voggenhuber et 4) ou une référence au soutien du dialogue autonome des partenaires sociaux (No 12/Fischer). Ajouter des références spécifiques aux centrales syndicales, organisations entrepreneuriales, professionnelles, non-gouvernementales et organisations représentatives de l'économie sociale (No 4/Borrell, Carnero et López Garrido).

Associations représentant le niveau régional et local :

- Ajouter une référence aux associations représentant les gouvernements régionaux et locaux (No 14/Hain) ou aux acteurs régionaux et locaux (No 20/Kiljunen).
- Ajouter « structuré » après « dialogue » (No 19/Kaufmann, No 26/Oleksy, No 39/Gabaglio, No 49/Filibeck) et « organisée » après « société civile » (No 19/Kaufmann, No 39/Gabaglio). Spécifier qu'il s'agit des associations reconnues au niveau national et européen (No 25/Muscardini).

Dialogue, consultations, transparence :

- Ajouter que les institutions vont également promouvoir le dialogue, et que la Commission entreprendra des consultations extensives lorsqu'elle prépare des initiatives législatives, afin d'assurer la démocratie, la proportionnalité, la cohérence et la transparence (No 16/Hjelm-Wallén et 4). Remplacer « entretiennent » par « assurent » ou « garantissent » (No 17/Hololei, No 19/Kaufmann, No 26/Oleksy, No 49/Filibeck).
- Ajouter que le dialogue doit être fondé sur la transparence et l'ouverture des procédures de décision de l'Union (No 3/Bonde et Zahradil).
- Amender le texte pour dire que les institutions faciliteront l'expression publique et l'échange d'opinions des citoyens et des associations (No 11/Muscardini).
- Remplacer le paragraphe par un texte qui spécifie que le Conseil économique et social est l'enceinte du dialogue entre la société civile organisée et l'Union (No 32/Sigmund, Briesch et Frerichs).

- Ajouter que le Parlement européen et le « Conseil législatif » arrêteront les conditions et les délais selon lesquels la Commission procédera avant de présenter un projet de loi/loi-cadre européenne (No 9/Einem).

Suppression :

- Supprimer le paragraphe (No 13/Haenel et Badinter, No 50/de Villepin).

Propositions d'ajouter un ou plusieurs paragraphes.

Droits des citoyens (élections européennes, et municipales) :

- Ajouter un nouveau paragraphe 1 concernant le droit des citoyens de l'Union de voter et d'être candidat aux élections européennes (No 10/Farnleitner, Tusek, Bösch et Mainoni) ou un paragraphe 2 concernant le droit des citoyens résidants dans un État membre autre que le sien d'y voter et d'être candidat aux élections municipales et européennes (No 9/Einem).

La contribution de la société civile et la vie associative :

- Ajouter un nouveau paragraphe 2 concernant la reconnaissance de la contribution de la société civile à la démocratie européenne (No 11/Muscardini, No 33/Tajani, No 49/Filibeck) ou concernant la reconnaissance de la démocratie participative comme complément à la démocratie représentative et que l'Union garantit la participation des associations représentatives de la société civile qui respectent les valeurs de l'Union à la vie démocratique de l'Union (No 27/Paciotti, No 34/Van Lancker et 10 y compris Paciotti). Ajouter une référence à la promotion de la citoyenneté active, et la participation des citoyens, en particulier les jeunes, dans des associations démocratiques (No 49/Filibeck).
- Ajouter un paragraphe selon lequel les institutions de l'Union mettent en place des procédures d'information et de consultation afin de rendre possible une participation des associations de la société civile dans l'élaboration des politiques de l'Union (No 27/Paciotti, No 34/Van Lancker + 10 y compris Paciotti)
- Ajouter un paragraphe 4 concernant des consultations précoces des parties concernées par la Commission, en vue d'assurer la cohérence et la transparence (No 2/Berès et 10).
- Ajouter un paragraphe 4 qui indique que le Comité économique et social est l'institution qui assure le dialogue structuré avec la société civile européenne (No 4/Borrell, Carnero et López Garrido).

Les partenaires sociaux et le dialogue social :

- Ajouter un paragraphe concernant la reconnaissance de l'Union et la promotion de l'implication des partenaires sociaux dans la gouvernance économique et social de l'Union, (No 3/Bonde et Zahradil, No 5/Brok + 34 No 7/Duff et 22 , No 8/Dybkaer, No 19/Kaufmann, No 22/Kohout , No 31/Severin, No 35/Voggenhuber + 4 , No 41/Kristensen + 4) et la promotion et le soutien au dialogue social en respectant l'autonomie des partenaires sociaux (No 3/ Bonde et Zahradil, No 5/Brok + 34 , No 19/Kaufmann, No 22/Kohout, No 31/Severin, No 41/ Kristensen + 4) et la diversité des systèmes nationaux dans ce domaine (No 3/Bonde et Zahradil, No 41/Kristensen + 4).

- Ajouter un paragraphe avec des dispositions concernant la création d'un Forum social européen, la composition, la fréquence de ses sessions et ses tâches (No 31/Severin).

Consultations avec les autorités régionales et locales :

- Ajouter un nouveau paragraphe concernant le respect de l'autonomie des gouvernements régionaux et locaux et spécifier que les autorités régionales et locales sont consultées au sein du Comité des régions (No 7/Duff et 22, No 8/Dybkaer).
- Ajouter un paragraphe selon lequel la Commission, en collaboration avec les autorités nationales, mène les consultations appropriées avec les entités régionales et locales, et qu'elle promeut la consultation avec les partenaires sociaux et prend toute mesure pour faciliter le dialogue social (No 28/Palacio).

Divers :

- Ajouter un nouveau paragraphe selon lequel l'Union reconnaît la contribution importante des parlements nationaux à sa vie démocratique (No 30/Schlüter).
- Ajouter un paragraphe 4 selon lequel les institutions de l'Union seront ouvertes aux médias et faciliteront leur travail en respectant leur indépendance (No 27/Paciotti, No 34/Van Lancker + 10 y compris Paciotti).
- Ajouter un paragraphe selon lequel les citoyens et leurs organisations ont le droit de saisir la Cour européenne de justice afin des contester des décisions des institutions qui les touchent directement (No 40/Fayot).

Propositions d'ajouter un nouvel article.

- Création des initiatives citoyennes de législation et des référendums européens (No 42/Borrell, Carnero et López Garrido). Création des initiatives des citoyens européens, des demandes des citoyens européens et des référendums des citoyens européens (No 43/Einem et Berger), ainsi que modalités concernant ceux-ci (No 43/Einem et Berger). Article sur le droit de pétition et référendum européen (No 47/Lamassoure).
- Article sur le rôle des partenaires sociaux, le dialogue social (No 44/Floch, No 45/Gabaglio, No 46/Jacobs, No 48/Van Lancker et 11) et la promotion de l'implication des partenaires sociaux dans la gouvernance économique et sociale (No 44/Floch, No 48/Van Lancker + 11).

Article 35 : Le médiateur européen

Un médiateur est nommé pour recevoir, enquêter et faire rapport sur des plaintes relatives à des cas de mauvaise administration au sein des institutions de l'Union.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Nomination :

- *Spécifier que c'est le Parlement européen qui nomme le médiateur (No 4/Borrell, Careno et López Garrido, No 6/Duff + 28 , No 8/Fischer, No 11/Kaufmann, No 16/Muscardin, No 17/Paciotti + 10 , No 22/Voggenhuber et 4). Ajouter des dispositions concernant la nomination (No 11/Kaufmann).*
- *Evoquer la nomination dans la Partie II (No 9/Haenel et Badinter).*

Indépendance :

- *Ajouter une référence à l'indépendance du médiateur (No 5/de Vries et de Bruijn, No 21/Timmermans).*

Mandat :

- *Remplacer « au sein des institutions de l'Union » par « dans les activités des institutions ou organes de l'Union, à l'exception de la Cour de justice et le Tribunal de première instance (No 5/de Vries et de Bruijn, No 14/Lopes et Lobo Antunes) ou par « de la part des institutions et les organes de l'Union » (No 16/Muscardini) ou ajouter « à l'exception de la Cour de justice et le Tribunal de première instance » (No 18/Palacio, No 25/de Villepin) ou ajouter « ou organes » après institution (No 22/Voggenhuber + 4).*
- *Ajouter que le médiateur a le droit d'examiner tout document qui est dans la possession de l'Union et tout document concernant le financement par l'Union des projets (No 3/Bonde + 4).*
- *Ajouter que le médiateur peut adresser des recommandations aux institutions qui sont tenues d'y répondre (No 17/Paciotti + 10).*

Autres thèmes :

- *Ajouter un renvoi aux dispositions détaillées dans la Partie II (No 7/Farnleitner et 3). (Egalement rappelé dans un commentaire dans l'amendement No 2/Azevedo et Nazaré Pereira).*
- *Remplacer « l'Union » par « la Communauté » (No 12/Kirkhope).*
- *Remplacer le texte par les dispositions de l'article 43 de la Charte des droits fondamentaux s'il est décidé de maintenir l'article (No 20/Roche).*
- *Supprimer l'article (No 13/Korčok, No 15/Meyer)*
- *Remplacer par un article sur le Procureur de justice européen (No 19/Queiró).*

Propositions d'ajouter un ou plusieurs paragraphes.

- *Ajouter un paragraphe selon lequel le médiateur soumettra un rapport annuel au Parlement européen ainsi que, en même temps, aux parlements nationaux (No 24/Vassiliou).*
- *Ajouter un paragraphe sur la coopération entre le médiateur européen et les médiateurs des États membres (No 1/Avgerinos, Giannakou et Stylianidis). Ajouter que le médiateur a des adjoints dans chaque État membre (No 16/Muscardini)*

Autres

- Dans l'amendement No 10, M. Hain se demande si l'article est approprié en ce qui concerne la PESC.

Article 35bis : Les partis politiques au niveau européen

Les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

Reprendre l'article 191 TCE ou certains éléments de cet article :

- Ajouter que ces partis sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union (de l'article 191 TCE, *No 12/Hübner, No 17/Lopes et Lobo Antunes, No 26/Santer+ 3*).
- Remplacer par le texte par le texte de l'article 191 TCE, en adaptant la référence à l'adoption des règles (référence à la procédure législative) et en ajoutant un dernier paragraphe concernant l'organisation interne démocratique des partis et des procédures démocratiques de nomination des candidats aux élections européennes (*No 3/Brook+t 36, No 9/Follini*). Reprendre l'article 191 TCE (*No 8/Floch*).

Définitions :

- Remplacer « au niveau européen » par « et mouvements » et remplacer « européenne » par « démocratique » (*No 1/Bonde et 3*). Remplacer « au niveau européen » par « actifs dans l'Union européenne » et « la formation de la conscience européenne » avec « contribueront à déterminer la politique de l'Union » (*No 7/Muscardini*). Supprimer les mots « la formation de la conscience européenne » (*No 11/Hjelm-Wallén + 4, No 16/Lennmarker, No 20/Queiró*).
- Ajouter « de manière fondamentale » après « contribuent », et « et pluralisme politique » après volonté. Ajouter que les partis doivent respecter les valeurs de l'Union et avoir une structure et un fonctionnement démocratiques (*No 2/Borrell, Carnero et López Garrido*) ou qu'il « respectent les valeurs de l'Union » (*No 24/Van Lancker + 10*).

Base juridique pour l'établissement des partis politiques européens :

- Remplacer le texte proposé et introduire une base juridique pour l'établissement des partis politiques européens (*No 4/Duff + 19, No 23/Severin*). Remplacer par un article sur les partis politiques européens (*No 13/Kaufmann*).

Divers :

- Ajouter « et seront promus » à la fin de l'article (*No 25/Voggenhuber + 4*).
- Ajouter « en parallèle avec des délégations nationales au Parlement européen » après « partis politiques au niveau européen » (*No 5/The Earl of Stockton*). Remplacer l'article par un texte concernant le rôle des délégations nationales au Parlement européen (*No 14/Kirkhope*).
- Modifications rédactionnelles (séquence) (*No 19/Migaš*).

Suppression :

- Supprimer l'article (No 10/Heathcoat-Amory, Bonde, No 15/Korčok, No 18/Meyer).

Propositions d'ajouter un ou plusieurs paragraphes.

- Ajouter un paragraphe concernant l'adoption des règles concernant [le statut des] les partis politiques au niveau européen et notamment les règles concernant leur financement (No 6/Einem, No 11/Hjelm-Wallén + 4, No 22/Rupel, No 29/de Villepin).

Propositions d'ajouter un article

- Ajouter un article sur la formation des syndicats au niveau européen (No 23/Severin).
- Ajouter un article sur le rôle des partenaires sociaux au niveau européen dans la définition de la dimension sociale de l'Union (No 30/de Villepin).
- Ajouter un article sur l'importance du pluralisme médiatique pour la vie démocratique de l'Union (No 27/Kaufmann).
- Ajouter un article sur le droit de pétition devant le Parlement européen des citoyens ou des toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège dans un État membre (No 28/Van Lancker + 9).

Article 36 : Transparence des travaux des institutions de l'Union

1. *Afin de promouvoir une bonne gouvernance, et d'assurer la participation de la société civile, les institutions de l'Union œuvrent dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture.*
2. *Le Parlement européen siège en public, ainsi que le Conseil lorsqu'il délibère sur une proposition législative.*
3. *Toute citoyenne ou tout citoyen de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant dans un État membre dispose d'un droit d'accès aux documents, quelle que soit la forme dans laquelle ils sont produits, du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, ainsi que des agences et organes créés par ces institutions.*
4. *Les principes généraux, les conditions et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice du droit à l'accès aux documents sont fixés par le Parlement européen et le Conseil conformément à la procédure législative.*
5. *Chaque institution, agence ou organe visé au paragraphe 2 définit dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Remplacer « Union » par « Communauté » (No 16/Kirkhope).

Paragraphe 1.

Transparence et ouverture des travaux des institutions :

- Ajouter « les agences et les organes créés par ces institutions » et remplacer « ouverture » par « transparence » (No 1/Azevedo et Nazaré Pereira). Supprimer les mots « le plus grand » et « possible » (No 11/Fischer, No 15/Kaufmann). Ajouter « et transparent » (No 17/Korčok). Remplacer « dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture » par « ouvertement, sauf s'il y a des raisons irrésistibles pour un débat 'in camera' » (No 16/Kirkhope), par « selon le principe d'ouverture » (No 18/Lennmarker), par « principes d'ouverture et de transparence » (No 19/Lequiller), ou par opèrent dans un mode transparent » (No 21/Muscardini). Reformuler pour dire institutions de l'Union agissent dans un mode conforme avec le principe de transparence lors des procédures de délibération (No 31/Queiró). Remplacer le texte selon lequel les institutions « œuvrent dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture » par un texte selon lequel elles « tiennent des listes du courrier entrant et sortant ainsi que des archives facilement accessibles au public » (No 2/Bonde + 4).

Divers :

- Ajouter « démocratique » après « participation » (No 14/Heathcoat-Amory et Bonde). Remplacer « la société civile » par « les citoyens » (No 20/Lopes et Lobo Antunes, No 29/Hjelm-Wallén et 4).
- Ajouter « faciliter l'information complète des citoyens » avant « promouvoir une bonne gouvernance » (No 30/Attalides).

Suppression :

- Supprimer le paragraphe (No 8/Duff + 20, No 28/Voggenhuber, MacCormick et Lichtenberger).

Paragraphe 2.

La transparence des travaux du Conseil :

- Remplacer « délibère sur une proposition législative » par « investi de pouvoirs législatifs » (No 1/Azevedo et Nazaré Pereira), par « Conseil législatif » (No 9/Einem), par une répétition de la formule de l'article 25 paragraphe 2 de la Partie I de la Constitution (No 10/Farnleitner et 3 , No 24/Santer + 4), par « intervient dans la procédure législative » (No 19/Lequiller), par « pendant la présentation et le vote » (No 20/Lopes et Lobo Antunes), par « lorsqu'il agit en tant que législateur » (No 23/ Rupel et Lenarčič, No 31/Queiró) et une référence aux règlements internes (No 31/Queiró), ou par. Remplacer « délibère » par « statue » (No 40/de Villepin). Ajouter l'adoption d'une proposition législative à la délibération (No 4/Brok + 37, No 12/Follini, No 29/Hjelm-Wallén+t 4) et ajouter que les comptes-rendus seront rendus publics (No 4/Brok + 37, No 12/Follini, No 19/Lequiller). Remplacer le paragraphe par « le Parlement européen et le Conseil législatif se réuniront en public » (No 25/Severin).

Divers :

- Ajouter que des éléments spécifiques concernant l'accès des élus aux documents : ordres du jour, documents de travail et des listes de réunions planifiées concernant des groupes de travail au Conseil et à la Commission (No 2/Bonde + 4).
- Sans proposer d'amendement, *M Hain* (No 13) demande plus de clarté concernant l'étendue des dispositions (s'appliquent-elles seulement aux réunions du Conseil en tant que telles ou également aux Groupes de travail et au Coreper ?).

Suppression :

- Supprimer le paragraphe (No 8/Duff + 20, No 15/Kaufmann, No 28/Voggenhuber, MacCormick et Lichtenberger).

Paragraphe 3.

Définitions :

- Supprimer la forme féminine de « citoyen » (No 1/Azevedo et Nazaré Pereira, No 6/Demiralp, No 7/de Vries et de Bruijn, No 10/Farnleitner + 3 , No 17/Korčok, No 22/Roche, No 26/Tiilikainen + 4 , No 33/Hjelm-Wallén et 7 , No 34/Attalides, No 35/Queiró) (ndlr : la forme féminine ne se traduit pas aisément dans toutes les langues de l'Union) et remplacer « résidant » par « ayant un domicile » (No 1/Azevedo et Nazaré Pereira), par « ayant un siège statutaire » (No 13/Hain, No 22/Roche, No 26/Tiilikainen + 4 , No 33/Hjelm-Wallén + 7 , No 40/de Villepin), ou par « ayant un siège social » (No 35/Queiró). Amender le texte pour préciser que chaque citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale qui réside dans un État membre ont accès aux documents (No 3/Borrell, Carnero et López Garrido). Amender pour indiquer « tout citoyen de l'Union et toute personne physique ou morale... » (No 8/Duff + 20).
- Amender pour préciser « documents des institutions de l'Union, des agences et des organes », sans spécifier si ces derniers sont créés par les institutions (No 4/Brok + 37, No 8/Duff + 20, No 12/Follini, No 15/Kaufmann, No 26/Tiilikainen + 4). Se référer aux « institutions » sans autre précisions (No 7/de Vries et de Bruijn, No 33/Hjelm-Wallén + 7, No 36/Timmermans). Ajouter « ou par cette Constitution » après « agences et organes créés par ces institutions » (No 27/Van Lancker + 9, No 36/Timmermans, No 39/Teufel).
- Ajouter le Conseil européen (No 27/Van Lancker et 9), le Comité des régions (No 5/Chabert + 5) et la Banque centrale européenne (No 19/Lequiller) à la liste des institutions.
- Préciser qu'il s'agit de documents que « possèdent » les institutions (No 3/Borrell, Carnero et López Garrido, No 7/de Vries et de Bruijn) ou des documents des institutions sans mention de « la forme des documents » (No 15/Kaufmann, No 35/Queiró). Remplacer « quelle que soit la forme » par « quel que soit leur support » (No 40/de Villepin). Remplacer « accès aux documents » par « accès à l'ensemble des documents » (No 19/Lequiller). Ajouter que les documents créateurs de droits sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union (No 19/Lequiller).

Divers :

- Ajouter que l'accès aux documents est « direct » et que l'accès s'applique également aux agences et organes « cofinancés » par les institutions (No 2/Bonde + 4).
- Ajouter une référence aux règles qui devront être définies selon le paragraphe 4 (No 13/Hain)

Suppression :

- Supprimer le paragraphe (No 11/Fischer, No 28/Voggenhuber, MacCormick et Lichtenberger).

Paragraphe 4.

Principes, conditions, limites :

- Supprimer le mot « conditions » (No 4/Brok et 37, No 12/Follini, No 26/Tiilikainen et 4, No 33/Hjelm-Wallén + 7), supprimer les mots « principes généraux, conditions et » (No 2/Bonde et 4), ou remplacer les mots « les principes généraux, les conditions » par « les conditions générales » (No 37/Bonde et Duff).
- Amender le texte pour dire que « des limites ... peuvent seulement être établies » par les institutions selon la procédure législative » (No 2/Bonde + 4). Ajouter une première phrase selon laquelle « tous les documents de l'Union sont publiquement accessibles » et une dernière phrase selon laquelle des dérogations spécifiques seront décidées par le Conseil statuant à l'unanimité (No 37/Bonde et Duff).

Délai pour l'adoption des dispositions spécifiques :

- Ajouter un délai de 2 ans pour l'adoption des règles (principes et limites) concernant l'accès aux documents (No 4/Brok + 37, No 12/Follini, No 26/Tiilikainen + 4, No 33/Hjelm-Wallén + 7) et ajouter que ces règles s'appliquent également aux États membres quand il s'agit des domaines de la législation européenne (définition, négociation et mise en œuvre) (No 4/Brok + 37, No 12/Follini).

Divers :

- Changer la structure du paragraphe, en commençant par la procédure législative et ajouter une référence aux institutions, agences et organes mentionnés au paragraphe 3 (No 10/Farnleitner + 3).
- Supprimer la référence spécifique aux institutions (No 7/de Vries et de Bruijn). Remplacer la référence au « Conseil » par « Conseil législatif » (No 9/Einem).

- Ajouter que des Membres du Parlement européen auront le droit d'avoir accès à tout document du Conseil, de la Commission ou du Parlement (*No 16/Kirkhope*).
- Amendements rédactionnels : remplacer « aux » par « à de tels » (*No 14/Heathcoat-Amory et Bonde*), remplacer « régissent » par « régissant ce » (*No 33/Hjelm-Wallén + 7*).
- Déplacer le paragraphe à la Partie II de la Constitution (*No 8/Duff + 20*).

Paragraphe 5.

- Ajouter une référence à la législation visée au paragraphe 4 (*No 4/Brok + 37, No 7/de Vries et de Bruijn, No 12/Follini*).
- Remplacer les mots « définit ... des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents » par « fixe les détails » (*No 11/Fischer*).
- Supprimer le paragraphe (*No 2/Bonde + 4, No 8/Duff + 20, No 15/Kaufmann, No 28/Voggenhuber, MacCormick et Lichtenberger*).

Un certain nombre de Conventionnels ont en outre relevé une erreur dactylographique dans le projet d'article : la référence au paragraphe « 2 » doit être « 3 ».

Propositions d'ajouter un ou plusieurs paragraphes.

- Ajouter un paragraphe concernant l'accès du public aux projets et aux propositions immédiatement après leur adoption ou leur transmission à d'autres organes, organisations, individus ou leur publication (*No 4/Brok + 37, No 12/Follini*).
- Ajouter un paragraphe concernant la reconnaissance et la protection des « whistleblowers » au sein des institutions et agences de l'Union (*No 14/Heathcoat-Amory et Bonde*).
- Ajouter un paragraphe concernant la liberté d'expression des Membres des institutions, des membres de comités ainsi que les fonctionnaires et d'autres employés des institutions (*No 18/Lennmarker, No 38/Hjelm-Wallén et 5*).
- Ajouter un paragraphe selon lequel les principes et les conditions d'accès aux documents s'appliquent également aux États membres lorsqu'ils exécutent des politiques de l'Union (*No 27/Van Lancker et 9*).
- Ajouter un paragraphe selon lequel le respect des règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante (*No 22/de Villepin*).

Article 36bis : Protection des données à caractère personnel

1. *Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.*
2. *Le Parlement et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et les organes de l'Union, ainsi que par les États membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du droit de l'Union, et à la libre circulation de ces données.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THÈME

En général

- Supprimer l'article (No 4/Heathcoat-Amory et The Earl of Stockton, No 12/Heathcoat-Amory, No 16/Korčok).

Paragraphe 1.

Définitions :

- Ajouter « physique ou morale » après « personne » (No 1/Azevedo et Nazaré Pereira, No 7/Figel et Migaš).
- Supprimer « la concernant » et ajouter « et des secrets liés à une activité économique » (No 7/Figel et Migaš).
- Ajouter « si les données ne contiennent pas des informations concernant l'exécution d'un devoir public » (public duty) (No 21/ Bonde + 4).

Suppression :

- Supprimer le paragraphe (No 2/de Vires et de Burin, No 3/Duff + 22, No 5/Einem, No 8/Fischer, No 10/Haenel et Badiner, No 11/Hain, No 14/Kaufmann, No 17/Meyer, No 20/Voggenhuber + 2).

Paragraphe 2.

Définitions :

- Ajouter « morale » après « personne physique » (No 1/Azevedo et Nazareth Pereira).
- Ajouter « européen » après « Parlement », et « dans les domaines sujets de » (No 19/Queiró).

Divers :

- Reformuler, en supprimant les mots « le Parlement et le Conseil » et en indiquant que « des règles seront adoptées » (*No 2/de Vries et de Bruijn*). Ajouter que des règles seront adoptées (*No 10/Haenel et Badinter*).
- Ajouter une référence à la Charte des droits fondamentaux (*No 5/Einem*).
- Remplacer « Union » par « Communauté » (*No 15/Kirkhope*).
- Déplacer le paragraphe à la Partie II de la Constitution (*No 2/de Vries et de Bruijn, No 3/Duff + 22, No 11/Hain, No 17/Meyer*).

Propositions d'ajouter un ou plusieurs paragraphes.

- Ajouter un paragraphe concernant la création d'un organe de contrôle/autorité indépendante de contrôle (*No 6/Farnleitner + 3, No 9/Floch, No 22/de Villepin*).
- Ajouter un paragraphe selon lequel le Parlement et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, des normes concernant les systèmes informatiques afin de combattre le piratage (*No 18/Muscardini*).

Propositions d'ajouter un article

- Ajouter un article concernant les principes de bonne administration (*No 13/Hjelm-Wallén + 7*).

Article 37 : Statut des églises et des organisations non confessionnelles

1. *L'Union européenne respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.*
2. *L'Union européenne respecte également le statut des organisations philosophiques et non confessionnelles.*
3. *L'Union maintient un dialogue régulier avec ces églises et organisations, en reconnaissance de leur identité et leur contribution spécifique.*

EXAMEN DES AMENDEMENTS PAR THEME

En général

Le Secrétariat a reçu plusieurs propositions de suppression de l'article 37 dans sa totalité. Les propositions allant dans ce sens précisent le plus souvent que le contenu et le statut de la déclaration 11 du traité d'Amsterdam seraient conservés. Les amendements ou observations qui peuvent être regroupés en ce sens sont ceux de : No 18/Kirkhope, No 24/Szajer, No 26/Van Lancker + 6, No 2/Azevedo et Nazaré Pereira, No 3/Badinter, No 7/Demilralp, No 9/Duff + 21, No 14/Helle + No 15/Hjelm-Wallen + 3, No 16/Hololei, No 17/Kaufmann , No 19/Kohout, No 22/Santer + 3, No 27/Voggenhuber + 3, No 33/de Villepin.

Titre

- Ajouter "confessionnelles" dans le titre : "Le statut des églises et des organisations confessionnelles et non-confessionnelles" (No 4/Berger + 3).

Paragraphe 1 et 2 (actuelle déclaration 11 annexée au traité d'Amsterdam) :

- Supprimer les mots "philosophiques" à l'alinéa 1 (No 6/Borrel +3, No 11/ Fini) (remplacer "philosophiques" par l'adjectif "culturelles")
- Préciser au paragraphe 2, comme c'est le cas au paragraphe 1, que le statut des organisations non confessionnelles est fixé par le "droit national" (No 11/Fini).
- Préciser que le statut des "écoles" est également couvert par le premier alinéa afin d'assurer que la liberté d'engager du personnel enseignant sur la base de critères religieux ne pourra être considérée comme discriminatoire (No 13/Heathcoat-Amory).

- *Préciser que les églises, associations et communautés religieuses doivent respecter les "valeurs consacrées par la présente Constitution" / "ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité de la personne humaine", ceci afin de lutter contre les sectes (No 21/Muscardini, No 20/Lequiller).*
- *Couvrir non seulement le "statut" mais également les "activités" des églises, associations ou communautés religieuses ainsi que des organisations philosophiques et non-confessionnelles (No 5/Bonde + 4).*
- *Amendements rédactionnels : No 10/Figel + 1 (supprimer "également" au paragraphe 2) et No 28-29/Queiró (supprimer "européenne" après "Union" aux paragraphes 1, 2 et 3).*

Paragraphe 3

- *Suppression (No 8/de Vries et de Bruijn, No 4/Berger + 3, No 5/Bonde + 4, No 6/Borrel + 2, No 12/Floch, No 26/Van Lancker + 6, No 30/Queiró).*
- *Préciser que le dialogue avec les églises et les organisations non-confessionnelles ne doit pas conduire à l'octroi par l'Union de "financements" afin de permettre ce dialogue (No 13/Heathcoat-Amory + Bonde).*
- *Limiter le champ du paragraphe 3 aux églises (les organisations non-confessionnelles étant couvertes par les dispositions de l'article 34), No 24/Szajer.*
- *Préciser que le dialogue doit non seulement être "régulier" mais également "ouvert et transparent" (No 25/Tiilikainen + 4).*
- *Préciser que le dialogue avec les églises se fait dans le respect du "caractère profondément laïc de l'Union européenne" (No 31/Floch).*

Proposition d'ajouter un paragraphe ou un article

- *Ajouter à la fin de l'article 37 un article 37bis qui, sur le modèle de l'article 37, couvrirait les régions et collectivités locales (No 32/Teufel).*
- *Ajouter un premier alinéa garantissant la liberté religieuse (No 23/Spini).*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 33.

1. *Mme Kaufmann*
2. *M. Attalides*
3. *Mme Azevedo, M. Nazaré Pereira*
4. *M. Bonde, M. Dalgaard, M. Skaarup, M. Zahradil*
5. *M. de Vries, M. de Bruijn*
6. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helming, M. Karel De Gucht, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam and M. Eugenijus Maldeikis; Mme Lone Dybkjaer, M. Valdo Spini, Mme Elena Paciotti, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Patrick Dewael, M. Ibrahim Ozal, M. Gintautas Sivickas*
7. *M. Farnleitner + M. Tusek, M. Bösch + M. Mainoni*
8. *M. Fini*
9. *M. Fischer*
10. *M. Haenel et M. Badinter*
11. *M. Hain*
12. *M. Heathcoat-Amory, M. Bonde*
13. *Mme Hjelm-Wallén, M. Petersson (suppléant) + M. Lekberg, M. Svensson, M. Kvist*
14. *Mme Hübner*
15. *M. Jacobs*
16. *M. Kirkhope*
17. *M. Lopes + M. Lobo Antunes*
18. *M. Meyer*
19. *Mme Muscardini*
20. *M. Oleksy*
21. *M. Queiró*
22. *M. Roche*
23. *M. Rupel, M. Lenarčič*
24. *MM. Santer, Helming + Fayot ainsi que Mme Wagener et M. Schmit*
25. *Mme Sigmund, M. Briesch et M. Frerichs*
26. *Mme Tiilikainen, M. Peltomäki, M. Kiljunen, M. Vanhanen, Mme Korhonen*
27. *M. Timmermans*

28. *MM. Voggenhuber, MacCormick, Lichtenberger*
29. *M. Wuermeling*
30. *M. de Villepin*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 34.

1. *Maria Eduarda Azevedo + António Nazaré Pereira*
2. *Pervenche Berès, Alexandru Athanasiu, Josep Borell Fontenes, Carlos Carnero Gonzales, Olivier Duhamel, Constantin Ene, Ben Fayot, Jacques Floch, Luis Marinho, Jürgen Meyer, Hildegard Puwak*
3. *M. Bonde, M. Zahradil*
4. *M. Borrell, M. Carnero y López Garrido*
5. *Brok; Santer; Stylianidis; Szajer; Tajani; Teufel; van der Linden; Almeida Garrett; Alonso; Azevedo; Basile; Brejc; Cisneros; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Figel; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Piks; Rack; van Dijk; Wittbrodt; Würmeling; Zile*
6. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
7. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Alain Lamassoure, M. Matti Vanhanen, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiū Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam, M. Eugenijus Maldeikis, Mme Lone Dybkjaer, M. Valdo Spini, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozaal and M. Gintautas Sivickas*
8. *Mme Lone Dybkjaer*
9. *M. Caspar Einem*
10. *M. Hannes Farnleitner, M. Gerhard Tusek, M. Reinhard Eugen Bösch, M. Eduard Mainoni*
11. *M. Gianfranco Fini*
12. *M. Joschka Fischer*
13. *MM. Haenel et Badinter*
14. *M. Hain*
15. *M. David Heathcoat-Amory, M. Bonde*
16. *Mme Lena Hjelm-Wallén, M. Sven-Olof Petersson, M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist, M. Ingvar Svensson*
17. *M. Henrik Hololei*
18. *M. Georges Jacobs*
19. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
20. *M. Kimmo Kiljunen*
21. *Timothy Kirkhope*
22. *M. J. Kohout*
23. *M. Göran Lennmarker*

24. *M. Juraj Migaš (Slovakia)*
25. *Mme Cristiana MUSCARDINI*
26. *M. Józef Oleksy*
27. *Mme Elena PACIOTTI*
28. *Mme Palacio*
29. *Monsieur Luís Queiró*
30. *M. Poul Schlüter*
31. *M. Adrian Severin*
32. *Mme Sigmund, M. Briesch et M. Frerichs*
33. *M. Antonio Tajani*
34. *Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, M. Caspar Einem, M. Ben Fayot, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, Mme Maria Berger, M. Carlos Carnero, Mme Elena Paciotti, Mme Helle Thorning-Schmidt*
35. *M. Voggenhuber, Wagener, MacCormick, Lichtenberger, Nagy*
36. *M. Joachim Wuermeling*
37. *M. Emilio Gabaglio*
38. *M. Frans Timmermans*
39. *M. Emilio Gabaglio*
40. *M. Ben Fayot*
41. *M. Henrik Dam Kristensen, Mme Lena Hjelm-Wallén, M. Sören Lekberg, M. Kimmo Kiljunen, Mme Helle Thorning-Schmidt*
42. *Messieurs Borrell, Carnero y López Garrido*
43. *M. Caspar Einem, Mme Maria Berger*
44. *M. Jacques Floch*
45. *M. Emilio Gabaglio*
46. *M. Georges Jacobs*
47. *M. Alain Lamassoure*
48. *Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, M. Caspar Einem, M. Ben Fayot, M. Jürgen Meyer, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, Mme Maria Berger, M. Carlos Carnero, Mme Elena Paciotti, Mme Helle Thorning-Schmidt*
49. *M. Filibeck*
50. *M. de Villepin*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 35.

1. *AVGERINOS Paraskevas, GIANNAKOU Marietta, STYLIANIDIS Evripidis*
2. *Maria Eduarda Azevedo, António Nazaré Pereira*
3. *M. Bonde, M. Dalgaard (alternate) M. Heathcoat-Amory, M. Skaarup, M. Zahradil*
4. *MM Borrell, Carnero y López Garrido*
5. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
6. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Louis Michel, M. Henning Christophersen, M. Gijs de Vries, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Karel De Gucht, M. Matti Vanhanen, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gricius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam, M. Patrick Dewael and M. Eugenijus Maldeikis; et Mme Lone Dybkjaer, M. Valdo Spini, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Pierre Chevalier, M. Niels Helveg Petersen, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozalet M. Gintautas Sivickas.*
7. *M. Hannes Farnleitner, M. Gerhard Tusek, M. Reinhard Eugen Bösch, M. Eduard Mainoni*
8. *M. Joschka Fischer*
9. *MM Haenel et Badinter*
10. *M. Hain*
11. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
12. *Timothy Kirkhope*
13. *M. Ivan Korčok*
14. *M. Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes*
15. *M. le Professeur Jürgen Meyer*
16. *Mme Cristiana Muscardini*
17. *Mme Elena Paciotti, Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, M. Caspar Einem, M. Ben Fayot, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, Mme Maria Berger, M. Carlos Carnero, Mme Helle Thorning-Schmidt*
18. *Mme Palacio*
19. *M. Luís Queiró*
20. *M. Roche*
21. *M. Frans Timmermans*
22. *M. Voggenhuber, Wagener, MacCormick, Lichtenberger, Nagy*
23. *M. Teufel*
24. *Mme Vassiliou*
25. *M. de Villepin*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 35bis.

1. *M. Bonde, M. Dalgaard, M. Skaarup, M. Zahradil*
2. *MM. Borrell, Carnero y López Garrido*
3. *Brok; Santer; Szajer; Tajani; Teufel; van der Linden; Palacio; Almeida Garrett; Alonso; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cisneros; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Figel; Fogler; Follini; Frendo; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lamassoure; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Piks; Rack; van Dijk; Wittbrodt; Würmeling; Zacharakis; Zile*
4. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam, M. Eugenijus Maldeikis; M. Willem Van Eekelen, M. Valdo Spini, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
5. *The Earl of Stockton*
6. *M Caspar Einem*
7. *M. Gianfranco Fini*
8. *M. Jacques Floch,*
9. *Marco Follini*
10. *M. David Heathcoat-Amory, M. Bonde*
11. *Mme Lena Hjelm-Wallén and M. Sven-Olof Petersson, government representatives and M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist and M. Ingvar Svensson*
12. *Prof. Danuta Hübner*
13. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
14. *Timothy Kirkhope*
15. *M. Ivan Korčok*
16. *M. Göran Lennmarker*
17. *M. Ernâni Lopes et M. Manuel Lobo Antunes*
18. *M. le Professeur Jürgen Meyer*
19. *M. Juraj Migaš*
20. *M. Luís Queiró*
21. *M. Roche*
22. *M. Dimitrij Rupel*
23. *M. Adrian Severin*

24. *Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, M. Caspar Einem, M. Ben Fayot, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, Mme Maria Berger, M. Carlos Carnero, Mme Elena Paciotti, Mme Helle Thorning-Schmidt*
25. *M. : Voggenhuber, Wagener, MacCormick, Lichtenberger, Nagy*
26. *MM. Santer, Helming, Fayot et Schmit*
27. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
28. *Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, M. Caspar Einem, M. Ben Fayot, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, Mme Maria Berger, M. Carlos Carnero, Mme Helle Thorning-Schmidt*
29. *M. de Villepin*
30. *M. de Villepin*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 36.

1. *Maria Eduarda Azevedo, António Nazaré Pereira*
2. *M. Bonde, M. Dalgaard, M. Heathcoat-Amory, M. Skaarup, M. Zahradil*
3. *MM. Borrell, Carnero y López Garrido*
4. *Brok; Santer; Stylianidis; Szajer; Tajani; Palacio; Van Der Linden; Almeida Garrett; Alonso; Altmaier; Azevedo; Basile; Brejc; Cisneros; Cushnahan; Demetriou; Dolores; Figel; Fogler; Follini; Frendo; Giannakou; Kauppi; Kelemen; Korhonen; Krasts; Kroupa; Lamassoure; Lennmarker; Lequiller; Maij-Weggen; Mladenov; Piks; Rack; van Dijk; Wittbrodt; Zieleniec ; Zile*
5. *M.J.Chabert, M.M.Dammeyer, M.P.Dewael, Mme C. du Granrut, M.C.Martini, M.R.Valcarcel Siso*
6. *M. Oğuz Demiralp*
7. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
8. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam and M. Eugenijus Maldeikis; Mme Lone Dybkjaer, M. Valdo Spini, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Ibrahim Ozal et M. Gintautas Sivickas.*
9. *M Caspar EINEM*
10. *M. Hannes FARNLEITNER, M. Gerhard TUSEK, M. Reinhard Eugen BÖSCH , M. Eduard MAINONI*
11. *M. Joschka Fischer*
12. *M. Marco FOLLINI*
13. *M. Hain*
14. *M. David Heathcoat-Amory, M. Bonde*
15. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
16. *Timothy Kirkhope and The Earl of Stockton*
17. *M. Ivan Korčok, Ján Figel', Juraj Migaš*
18. *M. Göran Lennmarker*
19. *M. Pierre Lequiller*
20. *M. Ernâni Lopes, M. Manuel Lobo Antunes*
21. *Mme Cristiana Muscardini*
22. *M. Roche*
23. *M. Dimitrij Rupel, M. Janez Lenarčič*
24. *MM. Santer, Helminger, Fayot ainsi que Mme Wagener et M. Schmit*

25. *M. Adrian Severin*
26. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
27. *Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, M. Ben Fayot, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, Mme Maria Berger, M. Carlos Carnero, Mme Elena Paciotti, Mme Helle Thorning-Schmidt*
28. *M. Voggenhuber, MacCormick, Lichtenberger*
29. *Mme Lena Hjelm-Wallén and M. Sven-Olof Petersson, M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist and M. Ingvar Svensson*
30. *M. Attalides*
31. *M. Luís Queiró*
32. *M. Luís Queiró*
33. *Mme Lena Hjelm-Wallén and Mme Teija Tiilikainen; Mme Helle Thorning-Schmidt, Mme Lone Dybkjær and Mmes Piia-Noora Kauppi; M. Sören Lekberg, M. Kenneth Kvist and M. Ingvar Svensson*
34. *M. Attalides*
35. *M. Luís Queiró*
36. *M. Frans Timmermans*
37. *M. Jens-Peter Bonde and M. Andrew Duff.*
38. *Mme Lena Hjelm-Wallén and M. Sven-Olof Petersson; M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker, M. Kenneth Kvist and M. Ingvar Svensson*
39. *M. Teufel*
40. *M. de Villepin*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 36bis.

1. *Maria Eduarda Azevedo, António Nazaré Pereira*
2. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
3. *M. Andrew Duff, M. Lamberto Dini, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Karel De Gucht, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam and M. Eugenijus Maldeikis; Mme Lone Dybkjaer, M. Valdo Spini, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Patrick Dewael, M. Ibrahim Ozal and M. Gintautas Sivickas.*
4. *M. David Heathcoat-Amory and The Earl of Stockton*
5. *M. Caspar Einem*
6. *M. Hannes Farnleitner, M. Gerhard Tusek, M. Reinhard Eugen Bösch, M. Eduard Mainoni*
7. *M. Ján Figel', Juraj Migaš*
8. *M. Joschka Fischer*
9. *M. Jacques Floch*
10. *MM. Haenel et Badinter*
11. *M. Hain*
12. *M. David Heathcoat-Amory, M. Bonde*
13. *Mme Lena Hjelm-Wallén, Mme Teija Tiilikainen, M. Dick Roche and M. Sven-Olof Petersson; and M. Sören Lekberg, M. Göran Lennmarker, M. Kenneth Kvist and M. Ingvar Svensson*
14. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
15. *Timothy Kirkhope MEP*
16. *M. Ivan Korčok*
17. *M. le Professeur Jürgen Meyer*
18. *Mme Cristiana Muscardini*
19. *M. Luís Queiró*
20. *M. Voggenhuber, MacCormick, Lichtenberger*
21. *M. Bonde, M. Dalgaard, M. Heathcoat-Amory, M. Skaarup, M. Zahradil*
22. *M. de Villepin*

LISTE DES AMENDEMENTS A L'ARTICLE 37.

1. *M. Vytenis Povilas Andriukaitis*
2. *Maria Eduarda Azevedo, António Nazaré Pereira*
3. *M. Badinter*
4. *Maria Berger, Linda Mc Avan, Helle Thorning-Schmidt, Anne Van Lancker*
5. *M. Bonde, M. Dalgaard, M. heathcoat-Amory, M. Skaarup, M. Zahradil*
6. *MM. Borrell, Carnero y López Garrido*
7. *M. Oğuz Demiralp*
8. *G.M. de Vries, T.J.A.M. de Bruijn*
9. *M. Andrew Duff, M. Paul Helminger, M. Dimitrij Rupel, M. Karel De Gucht, M. Peeter Kreitzberg, M. Algirdas Gričius, M. Puiu Hasotti, M. Jelko Kacin, M. Zekeriya Akçam and M. Eugenijus Maldeikis; Mme Lone Dybkjaer, Mme Elena Paciotti, M. Willem Van Eekelen, Lord MacLennan of Rogart, M. Nesrin Uzun, M. Marios Matsakis, Mme Androula Vassiliou, M. Istvan Szent-Ivanyi, M. Péter Eckstein-Kovacs, M. Patrick Dewael, M. Ibrahim Ozal and M. Gintautas Sivickas.*
10. *MM. Ján Figel', Juraj Migaš*
11. *M. Gianfranco Fini*
12. *M. Jacques Floch*
13. *M. David Heathcoat-Amory, M. Bonde*
14. *M.Esko Helle*
15. *Mme Lena Hjelm-Wallén and M. Sven-Olof Petersson; M. Sören Lekberg and M. Kenneth Kvist*
16. *M. Henrik Hololei*
17. *Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann*
18. *Timothy Kirkhope*
19. *M. J. Kohout*
20. *M. Pierre Lequiller*
21. *Mme Cristiana Muscardini*
22. *MM. Santer, Helminger, Fayot et Schmit*
23. *M. Valdo Spini*
24. *M. Jozsef Szajer*
25. *Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Matti Vanhanen, Riitta Korhonen*
26. *Mme Anne van Lancker, M. Olivier Duhamel, Mme Linda McAvan, M. Luis Marinho, Mme Pervenche Berès, M. Carlos Carnero, Mme Helle Thorning-Schmidt*

27. *MM. Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, Nagy*
 28. *M. Luís Queiró*
 29. *M. Luís Queiró*
 30. *M. Luís Queiró*
 31. *M. Jacques Floch*
 32. *M. Teufel*
 33. *M. de Villepin*
-